

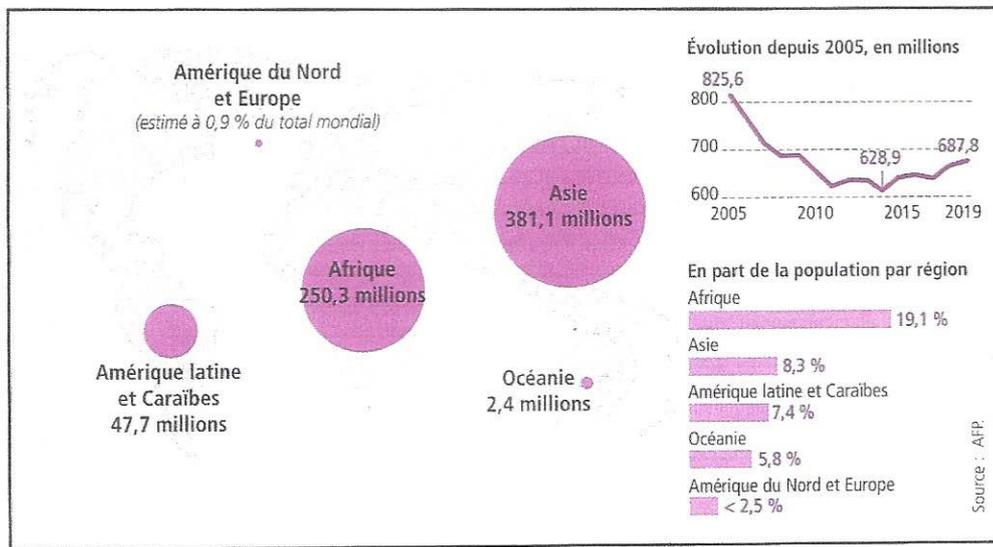
## **DOCUMENTS**

### **MODULE 9: LES ENJEUX D'UN MONDE DURABLE**

#### **CHAPITRE 4: NOURRIR LES HOMMES**

■ La faim dans le monde

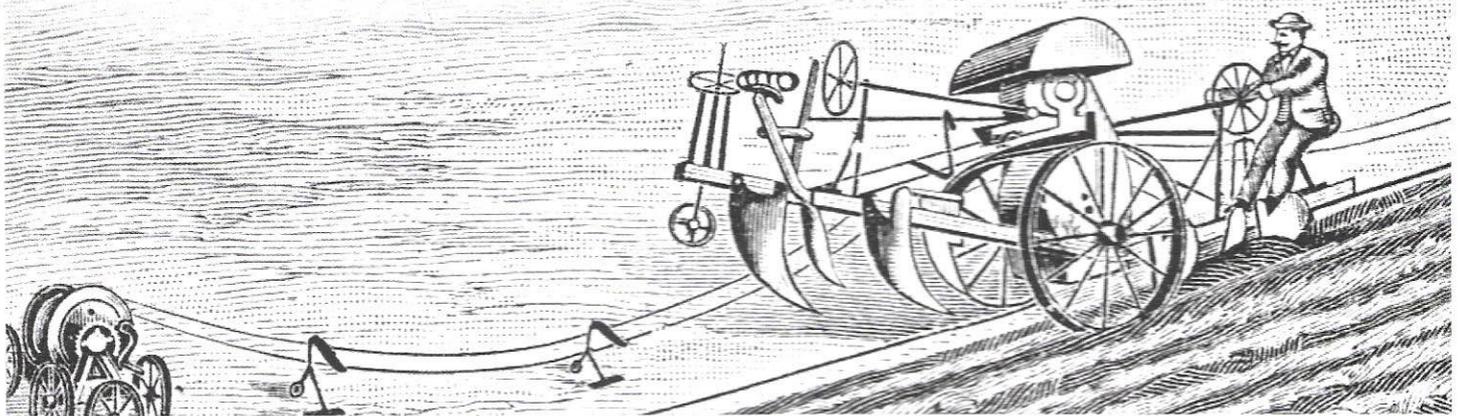
1



Estimations de la FAO pour 2019.

# LA « ZERNOVOÏ BELT » : RÉÉMERGENCE D'UN DES PLUS VIEUX GRENIERS DU MONDE

par Jean-Paul Charvet,  
professeur émérite à l'Université de Paris-Ouest, à Nanterre-La Défense



Il serait inexact de parler d'émergence à propos de la « Zernovoï Belt », cette « ceinture » céréalière qui s'étire sur plus de 4 500 kilomètres au nord de la mer Noire depuis les plaines ukrainiennes à l'ouest jusqu'à celles du nord du Kazakhstan à l'est après avoir traversé la Russie méridionale. Elle correspond en fait à l'un des plus vieux greniers du monde mis à contribution dès l'Antiquité par Athènes puis par Rome. Elle participa ensuite à l'approvisionnement en grains de Constantinople/Byzance/Istanbul avant de contribuer à celui de l'Europe de l'Ouest à l'époque de la révolution industrielle : avant la révolution de 1917, l'Empire russe était, grâce à elle, et de loin, le premier exportateur mondial de blé<sup>1</sup>. La mise en place puis le naufrage de l'agriculture soviétique ont ultérieurement complètement retourné cette position exportatrice : dans les années 1970 et 1980 l'URSS était même progressivement devenue le premier importateur mondial de céréales.

L'effondrement de l'URSS a ouvert une nouvelle période : après une décennie de désorganisation de la production correspondant aux années 1990, les exportations de grains sont reparties avec les années 2000. Elles ont rapidement pris de l'ampleur et la « Zernovoï Belt » est redevenue depuis quelques années le premier exportateur mondial de blé, devant les États-Unis. La place éminente que tiennent désormais les « blés de la mer Noire » dans les exportations mondiales de blé a été récemment (été 2010) soulignée par le fait que la vague de sécheresse qui l'a affectée a engendré un doublement du cours mondial du blé.

**La « Zernovoï Belt » :  
un potentiel de production  
considérable**

Cette « grain belt » s'étend sur plus de 73 millions d'hectares — soit 2,5 fois la surface agricole de la France — dont 33 millions d'hectares se trouvent en Russie et 30 millions en Ukraine. Son potentiel

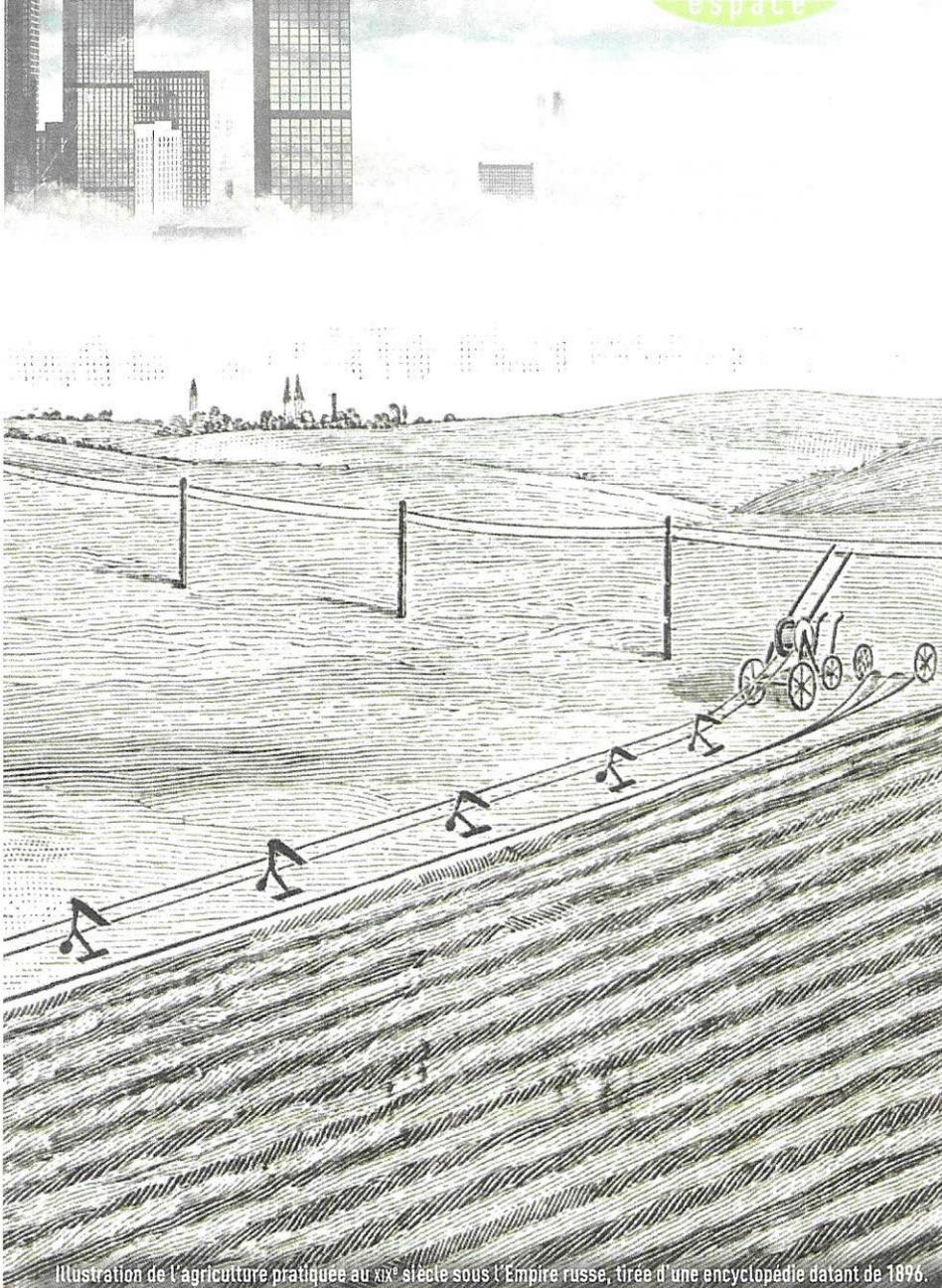


Illustration de l'agriculture pratiquée au XIX<sup>e</sup> siècle sous l'Empire russe, tirée d'une encyclopédie datant de 1896.

de production — qui est loin d'être pleinement exploité — repose principalement sur l'existence, au nord de la mer Noire, d'une bande plus ou moins large de « *tchernozems* ». Ces terres noires, très riches en humus, sont comparables à celles que l'on trouve dans les plaines centrales de l'Amérique du Nord. Leur structure et leur épaisseur font qu'elles sont aptes à accumuler des ressources en eau relativement importantes, ce qui constitue un précieux avantage dans des régions où les précipitations sont de moins en moins abondantes au fur et à mesure que l'on se déplace vers l'est.

La « Zernovoï Belt » se trouve toutefois périodiquement affectée par de sévères accidents climatiques, qu'il s'agisse de vagues de froid « sibériennes » comme en 2006 ou de sécheresses prononcées et durables comme en 2010. L'irrégularité des précipitations s'y manifeste à la fois d'une année sur l'autre,

mais également chaque année dans des périodes de déclenchement plus ou moins précoces des pluies observées de près par les « grands chargeurs », c'est-à-dire par les grandes entreprises du négoce international des grains bien présentes sur place comme Cargill ou Louis Dreyfus.

### Un potentiel d'exportation considérable, mais inégalement exploité

Compte tenu de la vague de sécheresse en 2010, les exportations de « blés de la mer Noire » seront bien moins importantes lors de la campagne de commercialisation 2010-2011 : la Russie a même bloqué ses exportations. Mais lors de la campagne 2008-2009 (30 juin 2008 – 1<sup>er</sup> juillet 2009) la « Zernovoï Belt » a pu exporter plus de 35 millions de tonnes de blé à raison de 18 millions de tonnes

pour la Russie, de 11 millions de tonnes pour l'Ukraine et de 6 millions de tonnes pour le Kazakhstan, soit davantage que les États-Unis (27 millions de tonnes)<sup>2</sup>. Tous grains réunis (blé, orge, maïs, tournesol), les experts estiment son potentiel d'exportation à 100 millions de tonnes<sup>3</sup>. Toutefois, la mobilisation de ce potentiel implique des réorganisations et des investissements importants dans la production comme dans les infrastructures de stockage, de transport et d'exportation.

### La mobilisation du potentiel de production par des agroholdings

L'agriculture centralement planifiée mise en place à l'époque soviétique est toujours demeurée d'une efficacité limitée malgré les tentatives de réforme des années 1980. L'organisation de la production dans le cadre de *sovkhozes* (fermes d'État) et de *kolkhozes* (coopératives de production) était à la fois trop rigide et trop peu motivante pour les agriculteurs<sup>4</sup>. Les redistributions de terres aux *kolkhoziens*, survenues plus ou moins tôt après l'implosion de l'URSS, n'ont pas véritablement amélioré la situation dans la mesure où ceux-ci manquaient de moyens techniques (matériels, engrais...), et financiers dans le contexte d'une économie désorganisée. Toutefois, surtout à partir des années 2000, de nouvelles structures de production se sont peu à peu mises en place à partir de celles léguées par les périodes précédentes.

Conscients du potentiel de production de la « Zernovoï Belt » et d'une demande toujours plus importante du marché mondial, des agroholdings — comparables à ceux que l'on trouve en Amérique latine — ont pris la suite des *kolkhozes* et des *sovkhozes* en investis-

1. J.-P. Charvet, *Produire pour nourrir les hommes*, SEDES, 2008, cf. chapitre premier : « Les grains ».

2. J.-P. Charvet, *Atlas de l'agriculture, pourra-t-on nourrir le monde en 2050 ?*, Autrement, 2010.



sant dans des unités de production de très grande taille. Ils disposent de moyens financiers importants et peuvent investir dans les techniques de production (matériels agricoles, engrais...) ce qui leur permet d'accroître les rendements moyens de façon sensible : en Ukraine ils peuvent passer de 20 à 40 q/ha pour le blé. (À titre de comparaison, la moyenne française est de l'ordre de 75 q/ha.)

Certains de ces agroholdings ont été créés par des oligarques russes, souvent issus de l'ancienne nomenclatura, aidés sur place par d'anciens directeurs de kolkhozes ou de sovkhozes. *Renaissance capital*, banque d'investissement basée à Moscou, a ainsi pu prendre en location 300 000 hectares en Ukraine. *RAV Agro Pro*, société russe (mais comportant également des capitaux israéliens, américains et britanniques) a pris le contrôle de plus de 100 000 hectares en Russie méridionale.

Parmi les agroholdings étrangers, on trouve à la fois des investissements de fonds d'État et de fonds privés. Ainsi, en mai 2008, le gouvernement libyen — inquiet (avec de bonnes raisons...) pour

sa souveraineté alimentaire — a passé un contrat avec l'Ukraine lui donnant accès à près de 250 000 hectares de terres agricoles afin d'y produire des grains destinés au marché libyen. Ce « *land grabbing* » (accaparement de terres agricoles) est également pratiqué par des groupes financiers privés. Le groupe suédois *Alpcot Agro* contrôle plus de 125 000 hectares en Russie et a commencé à s'implanter en Ukraine. La banque américaine *Morgan Stanley* y a de son côté pris le contrôle de plusieurs dizaines de milliers d'hectares. La très grande société d'investissement new-yorkaise *Blackrock inc.* (dans laquelle la Chine vient de prendre une participation importante et qui est une des toutes premières de la planète) est également très présente dans la « *Zernovoï Belt* ». Il en est de même pour l'agroholding suédois *Black Earth Farming* (au travers de la société russe *Agro Invest*) ou pour le groupe britannique *Landkom*. Les sociétés françaises ne sont pas absentes, qu'il s'agisse de l'agroholding *Agrogénération* de Charles Beigbeder qui contrôle déjà plus de 20 000 hectares en Ukraine et qui a l'ambition de s'y développer

encore davantage ou de sociétés comme *Malteurop* (filiale de la grande coopérative *Champagne Céréales*) ou encore le groupe privé *Soufflet* qui cultivent de l'orge de brasserie en Ukraine<sup>5</sup>.

Tous ces investissements dans des actifs agricoles (concernant le foncier, il s'agit en fait plus souvent de prises en location de terres que d'achats) ne vont pas sans risques. Aux risques climatiques — bien réels en 2010 — s'ajoutent des risques économiques : à la suite du brusque retournement du cours des grains survenu sur le marché mondial dans la seconde moitié de 2008, le groupe britannique *Landkom* a dû clore son exercice 2008 avec un déficit de 50 millions de dollars et abandonner la location de plus de 100 000 hectares. Il n'exploite plus « que » 50 000 hectares<sup>6</sup>. Bien des agents économiques, russes ou étrangers, ayant investi dans des actifs agricoles dans la « *Zernovoï Belt* » n'avaient pas hésité à emprunter des sommes très importantes auprès de banques de l'Est comme de l'Ouest ; différents agroholdings ayant même ouvert leur capital sur certains seconds marchés boursiers à Londres, à Francfort ou à Varsovie en



© Kostyantyn Iivnyshen



promettant — de façon un peu imprudente — des rémunérations pouvant aller jusqu'à 20 % des capitaux investis à leurs nouveaux actionnaires<sup>7</sup>.

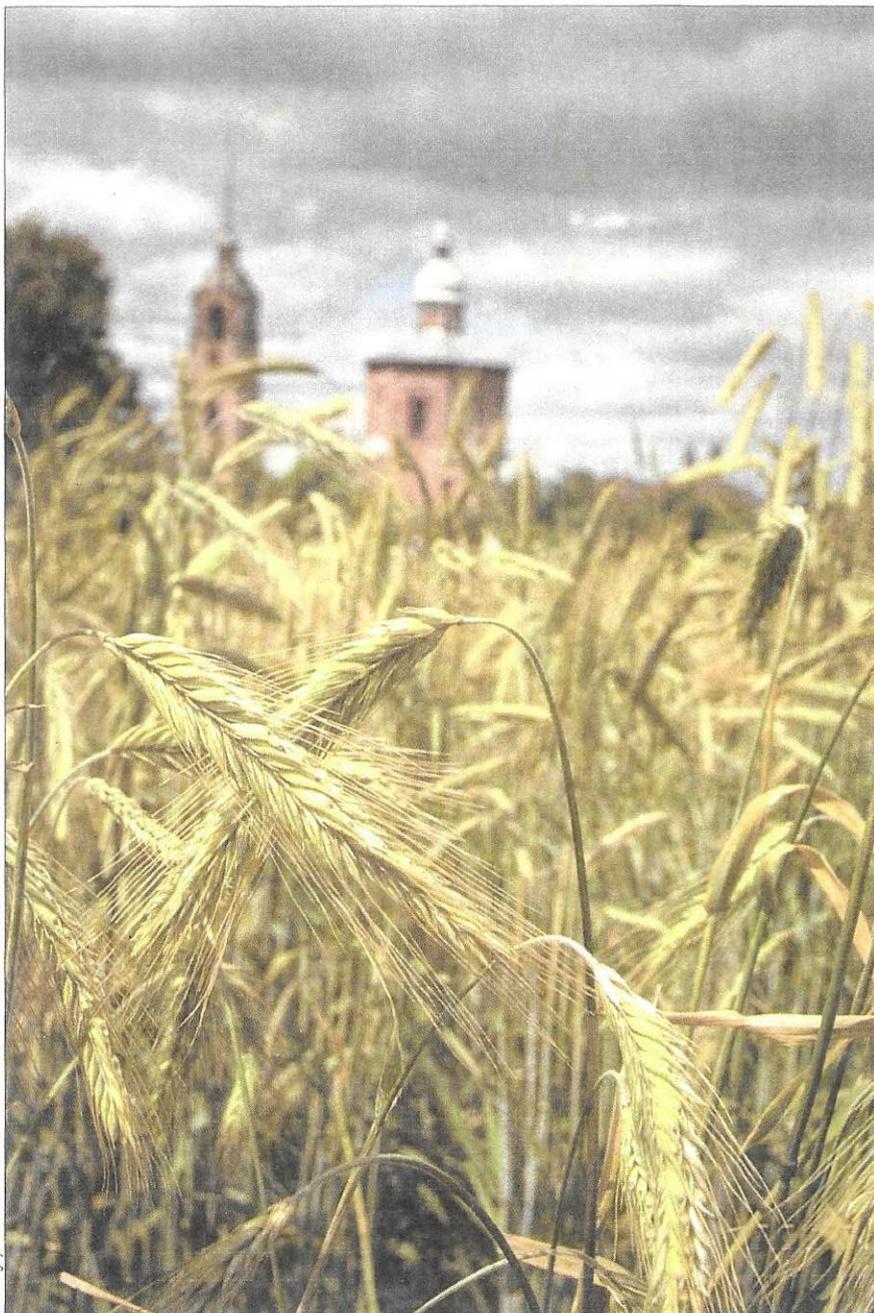
### La mobilisation progressive du potentiel d'exportation

Au-delà du développement de la production de grains, il convient, afin de pouvoir exporter toujours plus, de réaliser des investissements très lourds dans les infrastructures de stockage, de transport intérieur et d'exportation.

L'indépendance de l'Ukraine a privé la Russie du principal port de l'époque soviétique sur la mer Noire : Odessa. En Ukraine même, les installations encore souvent anciennes et devenues insuffisantes du port d'Odessa impliquent la construction de nouveaux terminaux en dehors (plus au nord et plus au sud) du port originel.

Concernant les grains russes, l'essentiel du trafic d'exportation passe désormais par le port de Novorossisk qui présente le gros avantage d'être un port en eau profonde contrairement à ceux, situés au débouché du Don, sur la mer d'Azov, comme Rostov-sur-le-Don ou Taganrog. Novorossisk était spécialisé à l'époque soviétique dans des exportations de pétrole et de produits métallurgiques. Il présente aujourd'hui un trafic moins déséquilibré et nettement plus diversifié. Le développement de ses activités fait qu'il est même devenu le premier port russe — devant Saint-Pétersbourg — depuis les années 1990, avec un trafic désormais supérieur à 100 millions de tonnes. Son accès terrestre par le rail — à partir de Krasnodar — demeure toutefois difficile et générateur de retards : les trains céréaliers doivent emprunter des secteurs à pentes relativement fortes, en relation avec le franchissement d'une série de chaînons montagneux. La construction d'un nouveau terminal est programmée, à quelques kilomètres à l'est de Novorossisk, dans la baie de Gelendjik, mais cette nouvelle infrastructure ne résoudra pas le problème.

Compte tenu des insuffisances de stockage et des problèmes de logistique qui subsistent, la « mise en FOB » des blés russes (c'est-à-dire le coût de leur chargement sur les navires de haute mer) peut être de trois à quatre fois supérieure à ce qu'elle est en moyenne en Amérique du



© Sergey Kellin

Nord ou en Europe de l'Ouest. En Ukraine où les capacités de stockage ont pourtant doublé au cours de la dernière décennie, elle est encore de plus de deux fois supérieure.

Toutefois la mer Noire se trouve sur le plan géographique remarquablement située à proximité de la zone la plus déficitaire — et de plus en plus déficitaire — en grains de la planète : l'ensemble Afrique du Nord-Proche-Orient. Il est donc possible de proposer pour les blés qui en proviennent des prix CAF (prix intégrant le coût du transport maritime

et des assurances accompagnant ce transport) très attractifs dans des ports tels celui d'Alexandrie en Égypte, finale-

3. Rapport Déméter, 2010.

4. M.-C. Maurel, « De nouveaux modèles agroalimentaires en Europe centrale et orientale », chap. III in *Produire pour nourrir les hommes*, SEDES, 2008.





© Alexander Iakiev

ment assez proche d'Odessa ou de Novorossisk.

Le développement des exportations de grains à partir des ports de la mer Noire présente pour la Russie non seulement une source d'activités et de profits, mais aussi un intérêt géopolitique et géostratégique majeur à proximité d'une des zones les plus instables de la planète.

Des progrès doivent toutefois être encore effectués afin que les capacités productrices et exportatrices de la « Zernovoï Belt » puissent s'exprimer pleinement et de façon durable :

- les retards de livraison et la qualité irrégulière des grains exportés continuent à poser problème aux opérateurs ;
- la gouvernance foncière comporte encore bien des incertitudes, ce que souligne l'absence de véritables marchés fonciers<sup>8</sup> ;

- les règles économiques de base ne sont pas toujours bien fixées et respectées dans un contexte de difficultés économiques et financières : ainsi le non-remboursement de la TVA par l'État ukrainien pose problème aux acteurs économiques.

Les données manquent encore pour bien mesurer les conséquences sociales de cette réémergence d'une ample zone largement en train de se spécialiser à nouveau dans la production de grains pour l'exportation. Ici comme ailleurs le développement d'une grande agriculture capitaliste gérée et financée par des agroholdings internationaux pose le problème global du devenir des agricultures et des paysanneries à l'échelle mondiale. Après une première mort liée aux famines, aux déportations vers la Sibérie et à la mise en place sous la contrainte de l'agriculture collectiviste soviétique, les paysanneries ukrainiennes et russes, qui survivent sur des microexploitations, ne sont-elles pas en train d'être confrontées à une seconde mort annoncée liée au « land grabbing » des agroholdings

nationaux et internationaux et à la financiarisation toujours plus importante de la production agricole ? ■

### Bibliographie

- Jean-Paul Charvet, chapitre premier : « Les grains », *Produire pour nourrir les hommes*, SEDES, 2008.
- Jean-Paul Charvet, *L'alimentation dans le monde, mieux nourrir la planète*, coll. « Petite Encyclopédie », Larousse, 2006.
- Jean-Paul Charvet, *Atlas de l'agriculture, pourra-t-on nourrir le monde en 2050 ?*, Autrement, 2010.
- Lorenzo Cotula & al., " Land grab or development opportunity ? ", IIED, FAO, IFAD, 2009.
- Marie-Claude Maurel, chapitre III : « De nouveaux modèles agroalimentaires en Europe centrale et orientale », in *Produire pour nourrir les hommes*, SEDES, 2008.
- *Rapport Déméter*, 2010 : cf. l'article de Jean-Jacques Hervé : « Zernovoï Belt. Russie, Ukraine et Kazakhstan, la Corn Belt de l'Est ».
- *Rapport Grain*, 2008 : « Main basse sur les terres agricoles en pleine crise alimentaire et financière », [www.grain.org/go/mainbasse](http://www.grain.org/go/mainbasse).

5. *Rapport Déméter*, op. cit.

6. *Idem*.

7. *Idem*.

8. M.-C. Maurel, op. cit.



Paysage de Bocage ↑

2<sup>e</sup>is

Paysage d'openfield ↓



# OMC ET POLITIQUES AGRICOLES : LE LIBÉRALISME ÉCONOMIQUE CONTESTÉ

Les négociations commerciales internationales du cycle de Doha (« *Doha round of world trade négociations* ») menées dans le cadre de l'OMC (Organisation mondiale du commerce) apparaissent toujours en panne, quinze ans après leur début en novembre 2001. Un des principaux points de blocage, sinon le principal, est celui de la réforme des subventions apportées à leurs agricultures par la plupart des États dans le cadre de leur politique agricole. Sans même parler des oppositions qui peuvent exister entre pays du Sud et pays du Nord, ces derniers étant accusés de soutenir de façon excessive leurs agricultures, des clivages majeurs se manifestent également entre pays émergents, tel celui qui oppose l'Inde (et ses centaines de millions de petits paysans) au Brésil (et ses fermes géantes qui aspirent à devenir « *la ferme du monde* »).

Jean-Paul Charvet,  
professeur émérite à l'Université de Paris Ouest-Nanterre-La Défense et membre de l'Académie d'agriculture de France<sup>2</sup>

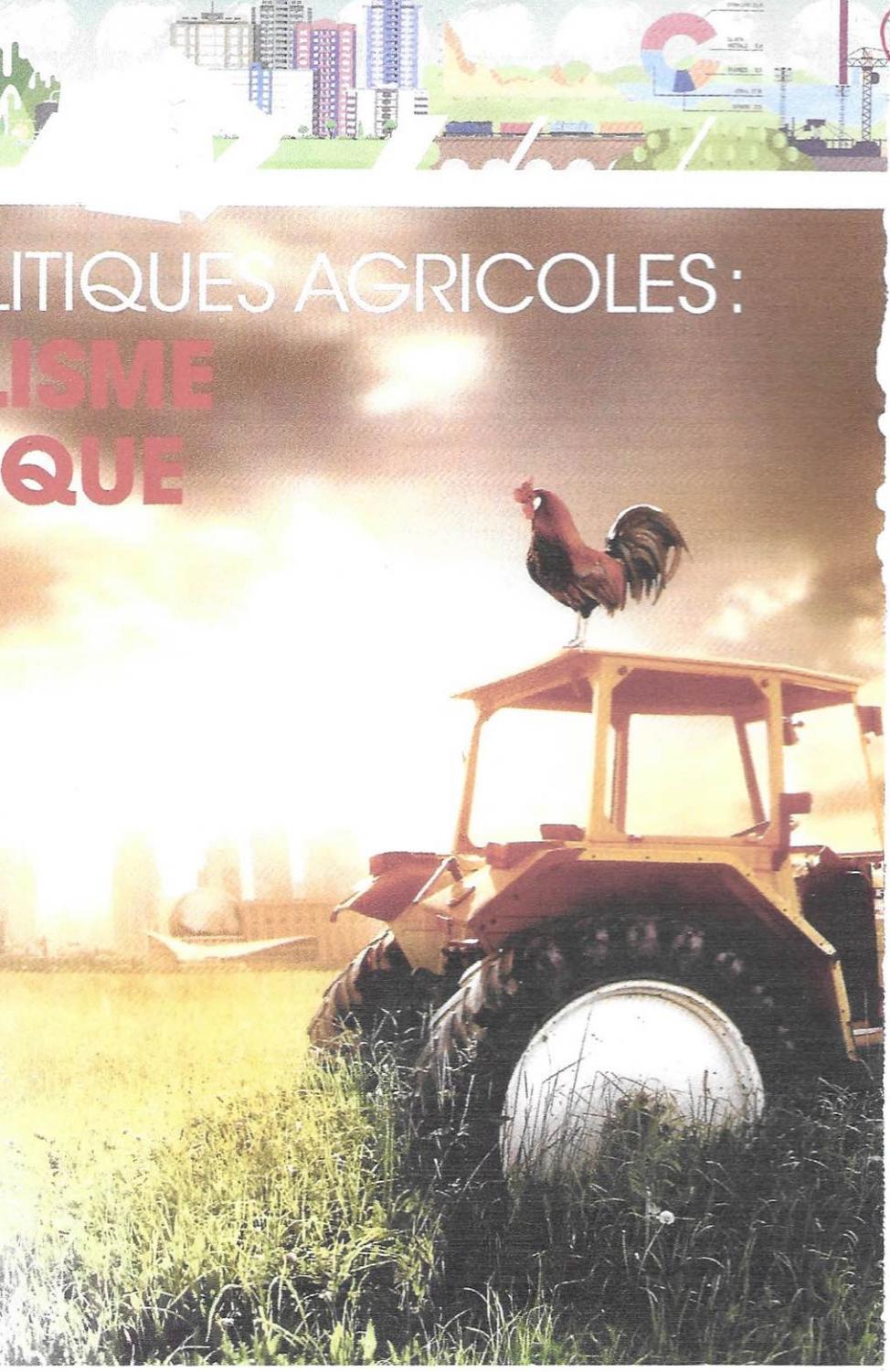
Dans l'Union européenne une crise très profonde affecte depuis 2015, année de mise en application de la réforme de la PAC (Politique agricole commune) de 2014, le monde agricole. Cette crise touche plus particulièrement en France les producteurs de lait, de viande porcine et de fruits et légumes. Alors que l'on a déjà commencé à réfléchir à Bruxelles sur l'élaboration d'une nouvelle PAC pour 2020, les débats sur les conséquences du libéralisme économique en agriculture et sur les relations aux marchés internationaux, tout comme vis-à-vis des règles de l'OMC, ont repris de l'ampleur. Au niveau mondial, les négociations menées entre 1986 et 2004 dans le cadre du GATT (*General Agreement on Tariffs and Trade*), organisation internationale dont l'OMC a pris la suite, avaient

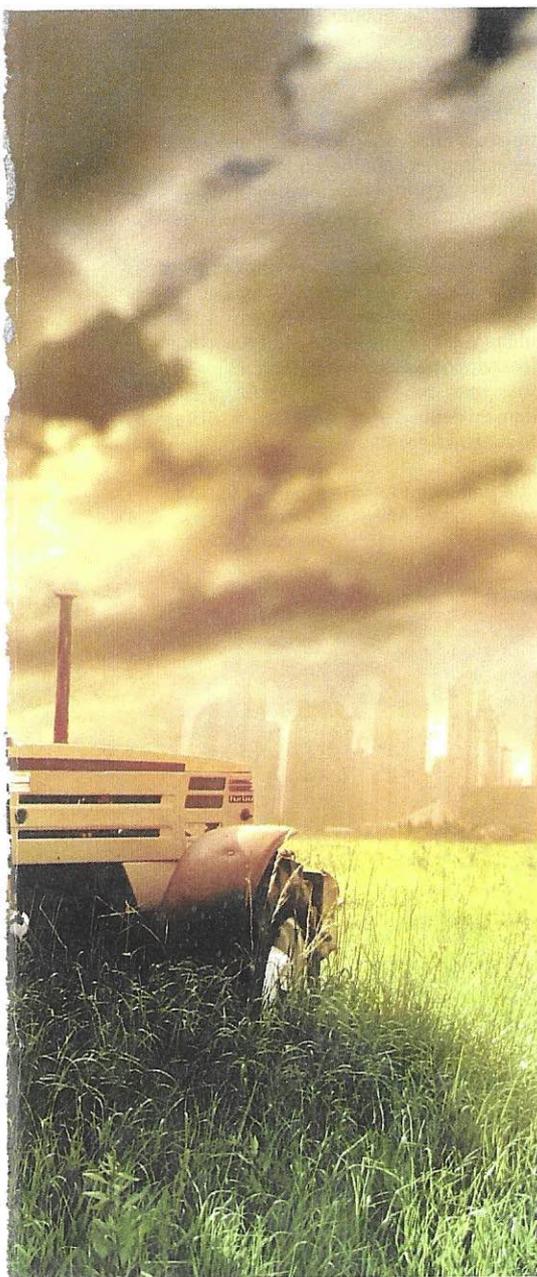
permis d'abaisser dans des proportions importantes les droits de douane portant sur les échanges de produits agricoles. Cette approche avant tout économique se trouve aujourd'hui de plus en plus contestée car elle entre en conflit avec le renforcement des politiques nationales et internationales désormais conduites dans des domaines tels que ceux de la santé, de la protection de l'environnement, de la lutte contre le changement climatique ou du droit social. Différents arguments soulignent les limites d'une régulation par les seuls marchés de la production agricole et justifient les interventions des États dans ce domaine. À des arguments d'ordre économique déjà anciens s'ajoutent de plus en plus d'autres raisons, même si les marchés continuent de constituer des références majeures pour

l'alimentation des hommes (il est fait de plus en plus appel à eux) et pour soutenir le développement de la production agricole.

### Les arguments économiques

Le fonctionnement des marchés agricoles demeure bien éloigné de celui du marché « parfait » des économistes libéraux. Depuis des millénaires, les évolutions des prix agricoles ont été marquées par des instabilités plus ou moins marquées à différentes échelles temporelles avec des successions de périodes de prix élevés, parfois très élevés, et de périodes de prix plus bas, voire particulièrement déprimés. Cette instabilité des prix agricoles a même connu récemment une ampleur particulière<sup>3</sup>. L'économiste anglais Gregory King avait déjà montré de façon





© Michele Fracquadro

expérimentale au XVII<sup>e</sup> siècle, en observant le marché du blé dans son pays, qu'à partir d'une situation proche de l'équilibre entre offre et demande toute variation de quantité, même assez peu marquée en plus ou en moins, entraînait une variation de prix plus que proportionnelle: une récolte inférieure de 10 % par rapport à la demande générerait une envolée des prix de l'ordre de 20 %, pénalisant les consommateurs; en revanche, une récolte excédentaire de 10 % entraînait un effondrement des prix de l'ordre de 20 %, réduisant les revenus des producteurs. C'est l'illustration du tas de blé qui vaut de moins en moins cher au fur et à mesure qu'il grossit... Avec des variations de niveaux de récolte encore plus importants, par exemple de plus ou de moins 20 %, ce que l'on peut observer pour certains fruits et légumes, les

variations de prix peuvent être de moins ou de plus 40 %. D'où la justification d'interventions publiques et de politiques agricoles qui peuvent agir sur l'offre (par exemple pour les céréales par la garantie de prix rémunérateurs ou, à l'inverse, par le gel temporaire des terres) et/ou sur la demande par des subventions à la consommation: aux États-Unis, les deux tiers du budget de la politique agricole actuelle (*Farm Bill* de 2014) correspondent à de l'aide alimentaire intérieure en faveur des populations les plus défavorisées.

Parallèlement, et toujours sur le plan économique, le temps de réponse des agriculteurs aux signaux des marchés demande un délai plus ou moins long, pouvant aller jusqu'à plusieurs années. Par exemple, le blé d'hiver, semé en automne et récolté au début de l'été suivant, reste neuf mois en terre avant de pouvoir être récolté et commercialisé: le marché a largement eu le temps de se retourner entre-temps. Ce phénomène est encore plus marqué pour les plantations qui demeurent nettement plus longtemps en terre, comme celles de canne à sucre, de palmiers à huile, de caféiers, de cacaoyers ou de vignes avant de pouvoir fournir une récolte. On a souvent observé dans le passé qu'une période de prix élevés entraînait une vague de plantations qui arrivaient en production alors que les cours étaient retombés, cette nouvelle arrivée massive sur un marché déprimé contribuant à entraîner encore davantage les prix à la baisse. Ceci s'est en particulier vérifié récemment dans l'Union européenne et en France pour la production de lait: des investissements très importants, faisant souvent appel à des crédits bancaires, avaient été réalisés en 2014, époque à laquelle le prix des 1000 litres de lait était devenu supérieur à 400 euros alors qu'il n'est plus compris actuellement (été 2016) qu'entre 265 et 275 euros. D'où la très grave crise que l'élevage laitier traverse en France depuis 2015 (la suppression des quotas laitiers qui l'encadrait dans la PAC est devenue effective en avril 2015): plus de 10 % des exploitations laitières françaises sont désormais au bord du dépôt de bilan<sup>4</sup>.

Enfin, sur le plan international, les négociations commerciales menées dans le cadre de l'OMC ne prennent pas en compte les fluctuations des taux de change des monnaies alors que celles-ci jouent un rôle souvent décisif dans les flux d'échange. La récente baisse de l'euro par rapport au dollar américain, monnaie de référence sur les marchés mondiaux des produits agricoles, a ainsi favorisé les exportations françaises, en particulier de blé et d'orge, sur le marché mondial: en 2015-2016 la France a exporté près de 13 millions de tonnes de blé et plus de 4 millions de tonnes d'orge vers les « pays tiers » (pays non-membres de l'Union européenne). Mais un euro fort avait auparavant défavorisé les exportations françaises et européennes de produits agricoles.

Dans les années 1970, la CEE (Communauté économique européenne) avait mis en place des taxes sur les importations appelées

« prélèvements ». Leur calcul prenait en compte à la fois les cours mondiaux exprimés en dollars et les fluctuations du cours du dollar. Cette disposition a été supprimée en 1992 à la suite des négociations commerciales internationales menées dans le cadre du GATT et de l'*Uruguay Round*.

### Les réalités géopolitiques: les enjeux de souveraineté alimentaire et de sécurité alimentaire des États

Ces enjeux ont pris une importance croissante depuis les années 2000 comme l'a souligné entre autres l'ampleur prise par le phénomène de « *land grabbing* » à partir de 2006-2007 (*Images économiques du monde*, 2013). La souveraineté alimentaire correspond à la capacité, pour un État, d'assurer son indépendance dans le domaine alimentaire. Afin d'y parvenir, la plupart des États ont été conduits à mettre en place des politiques agricoles d'autosuffisance alimentaire qui impliquent la mise en place de barrières douanières à leurs frontières et le versement d'aides plus ou moins importantes à leurs producteurs. Les pays qui soutiennent le plus leur agriculture nationale sont la Norvège et le Japon, mais bien d'autres, moins riches, le font également. L'OCDE a constaté que, si depuis 1994 les soutiens apportés à l'agriculture ont nettement diminué dans les pays riches, ils ont augmenté dans les pays émergents au point d'être désormais de niveaux équivalents. Pour des raisons géopolitiques, dans un monde où les incertitudes ne cessent pas de monter, les États du Nord comme du Sud ne sont pas prêts à y renoncer.

Quant à la sécurité alimentaire, elle comporte à la fois des aspects quantitatifs (*food security* en anglais) liés à la souveraineté alimentaire et des aspects qualitatifs portant sur la qualité nutritive et sanitaire des denrées alimentaires (*food safety* en anglais). Afin de protéger leurs espaces nationaux contre des denrées alimentaires jugées comme ne répondant pas à leurs propres normes sanitaires, bon nombre d'États mettent en place des « barrières non tarifaires » dont le fondement scientifique demeure parfois objet de discussions.

En outre, en s'appuyant ou pas sur des raisons d'ordre sanitaire, les États conservent toujours la possibilité, même si c'est contraire aux règles de l'OMC, de déclarer pour des raisons géopolitiques des

1. Jean-Paul Charvet, *Atlas de l'agriculture. Comment pourrions-nous nourrir le monde en 2050?*, éditions Autrement, 2012.
2. Les analyses développées dans cet article relèvent de la seule responsabilité de son auteur. Elles n'engagent en rien l'Académie d'agriculture de France.
3. Jean-Paul Charvet et Michel Sivignon (sous la dir.), *Géographie humaine. Questions et enjeux du monde contemporain*, éditions Armand Colin, 2016.
4. *Images économiques du monde* (IEM), rapports annuels publiés par les éditions Armand Colin, voir les pages dédiées à l'agriculture dans les éditions les plus récentes.



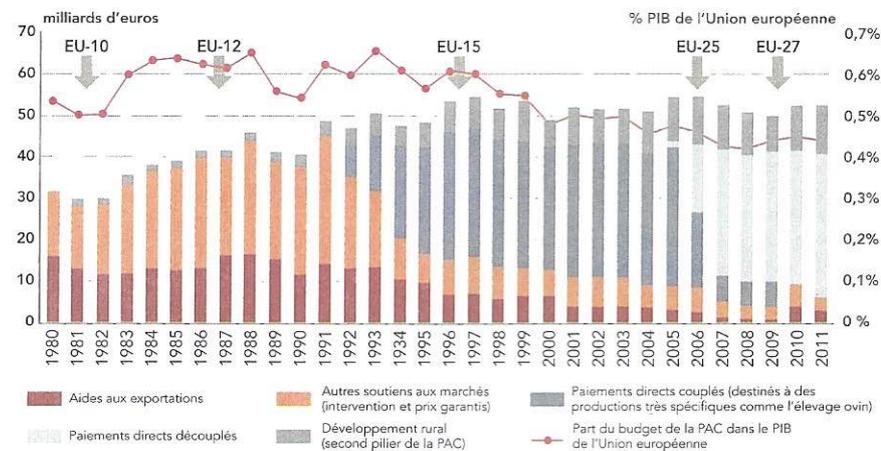
# Le libre-échange, envers et contre tout ?

Dossier réalisé en partenariat avec  
SKEMA BUSINESS SCHOOL

Graphique 1

## Évolution du budget de la PAC

(en euros constants de 2007)



embargos à l'exportation ou à l'importation sur certaines productions agricoles. Au début de 2008, la Thaïlande, l'Inde et le Vietnam (i. e. les principaux exportateurs mondiaux de riz) avaient décrété des embargos temporaires sur leurs exportations de riz, ce qui avait contribué à l'époque à l'envolée des cours de cette céréale et au développement d'« émeutes de la faim » dans près d'une trentaine de pays importateurs<sup>5</sup>. En 2014, la Russie a décrété, dans le contexte de la crise ukrainienne, un embargo sur ses importations de produits laitiers et de viande porcine, ce qui s'est traduit sur le marché européen par de très fortes baisses de prix, durement ressenties par les producteurs européens.

### La prise en compte croissante des « biens-services » non marchands associés à la production agricole

Alors que la fonction productive constituait jadis la fonction quasi unique de l'agriculture, cette situation a beaucoup évolué au cours des dernières décennies — et pas seulement dans les aires périurbaines. Les dimensions « multifonctionnelles » des agricultures sont mieux reconnues et prises en compte. Sous l'effet de demandes désormais élargies, leurs objectifs se diversifient de plus en plus au-delà de la seule production de denrées alimentaires : les citoyens consommateurs attendent désormais des agriculteurs l'entretien de paysages et d'environnements de qualité, des élevages respectant le bien-être animal, des productions respectant des normes de production et des normes sanitaires strictes... Sur un plan territorial, la protection de paysages et de savoir-faire « traditionnels » peut se traduire par l'attribution d'aides spécifiques à des régions particulières, telles celles dont bénéficient les régions de montagne dans l'Union européenne. La prise en compte de la multifonctionnalité des exploitations agricoles

fait que l'approche des marchés agricoles peut de moins en moins se limiter à des aspects purement économiques. Elle est amenée à devenir de plus en plus globale et à prendre également en compte des données qualitatives, socioculturelles et territoriales (comme celles des AOC et des IGP, appellations d'origine contrôlées et indications géographiques protégées, de l'Union européenne), environnementales, sanitaires... Cette globalité, qui dépasse largement le domaine purement économique, justifie et implique des interventions publiques. On retrouve cette question au niveau international où des « préférences collectives » sont de plus en plus reconnues aux États, les autorisant à établir dans leurs systèmes juridiques des réglementations techniques, sociales, sanitaires et phytosanitaires, environnementales... qui vont en sens inverse d'une fluidification des échanges.

### Quels futurs pour l'OMC et pour les relations de l'UE avec les marchés mondiaux de produits agricoles ?

L'OMC présente l'avantage d'être la seule organisation internationale à être dotée d'un ORD (Organe de règlement des différends). Cet organe permet de sanctionner les États qui ne respectent pas les règles et obligations juridiques édictées par l'organisation dans le domaine commercial. Les conflits qui surgissent dans ce domaine ne manquent pas, comme le souligne leur multiplication, et font l'objet de « panels » à ce sujet. Un avantage reconnu de l'ORD de l'OMC est ainsi de conférer davantage de stabilité juridique aux échanges internationaux.

Mais, parallèlement, l'objectif de l'OMC, qui est d'approfondir et de réguler les échanges internationaux, entre de plus en plus en conflit avec les politiques qui sont conduites, non seulement aux niveaux nationaux, mais aussi au niveau international, dans d'autres domaines dans lesquels l'agriculture est partie prenante, qu'il s'agisse de droit social, de santé publique, de la gestion de l'environnement...

Certains experts vont même désormais jusqu'à proposer de rétablir la charte de La Havane (charte établie en 1948 par plus de 50 pays), qui mettait en avant une « exception alimentaire » (laquelle a malgré tout fonctionné dans les faits jusqu'en 1986, date du début des négociations de l'*Uruguay Round*, malgré l'absence de ratification formelle). Soulignant le rôle incontournable que joue l'alimentation dans la vie et la survie des hommes, ils disent que les



produits agricoles ne peuvent pas être considérés comme les autres...

La situation de blocage dans laquelle se trouvent aujourd'hui les négociations du cycle de Doha explique que l'on assiste désormais à la multiplication d'accords commerciaux bilatéraux passés entre États. L'Union européenne en a passé, dans différents domaines, avec plusieurs dizaines de pays ; les États-Unis également.

Quant aux nouveaux accords commerciaux « méga régionaux » visant à réduire les barrières tarifaires au travers d'une convergence des normes et des standards qui sont actuellement en négociation, comme le *Transatlantic Trade and Investment Partnership* (TTIP) entre les États-Unis et l'Union européenne, ou en

début d'application, comme le *Trans-Pacific Partnership* (TPP) entre les États-Unis et différents pays riverains de l'océan Pacifique, ils s'élaborent certes dans des cadres régionaux plus larges, mais également en marge de l'OMC.

Concernant l'Union européenne, la première PAC (1962-1992) avait été fondée sur la préférence communautaire et des prix garantis élevés sur le marché intérieur, celui-ci étant protégé des importations provenant du marché mondial par un système de taxes. Les relations avec les marchés mondiaux passaient alors par le double mécanisme de « prélèvements » (taxes variables) sur les importations et de « restitutions » (soutiens ou subventions) aux exportations. Ceci avait permis à la CEE de devenir autosuffisante, et même exportatrice, pour une majorité de

ultérieurement. Afin de compenser ces mesures, les agriculteurs ont reçu des aides directes, ou DPU (droits à paiement unique versés à l'hectare), découplées de la production afin de laisser toute sa place au marché. Parallèlement, les aides au développement rural, jusque-là fort modestes, furent renforcées en 1999 ainsi que par la suite (en 2003 avec les Accords de Luxembourg, puis en 2014) afin de soutenir le développement d'agriculture multifonctionnelles, protectrices de l'environnement.

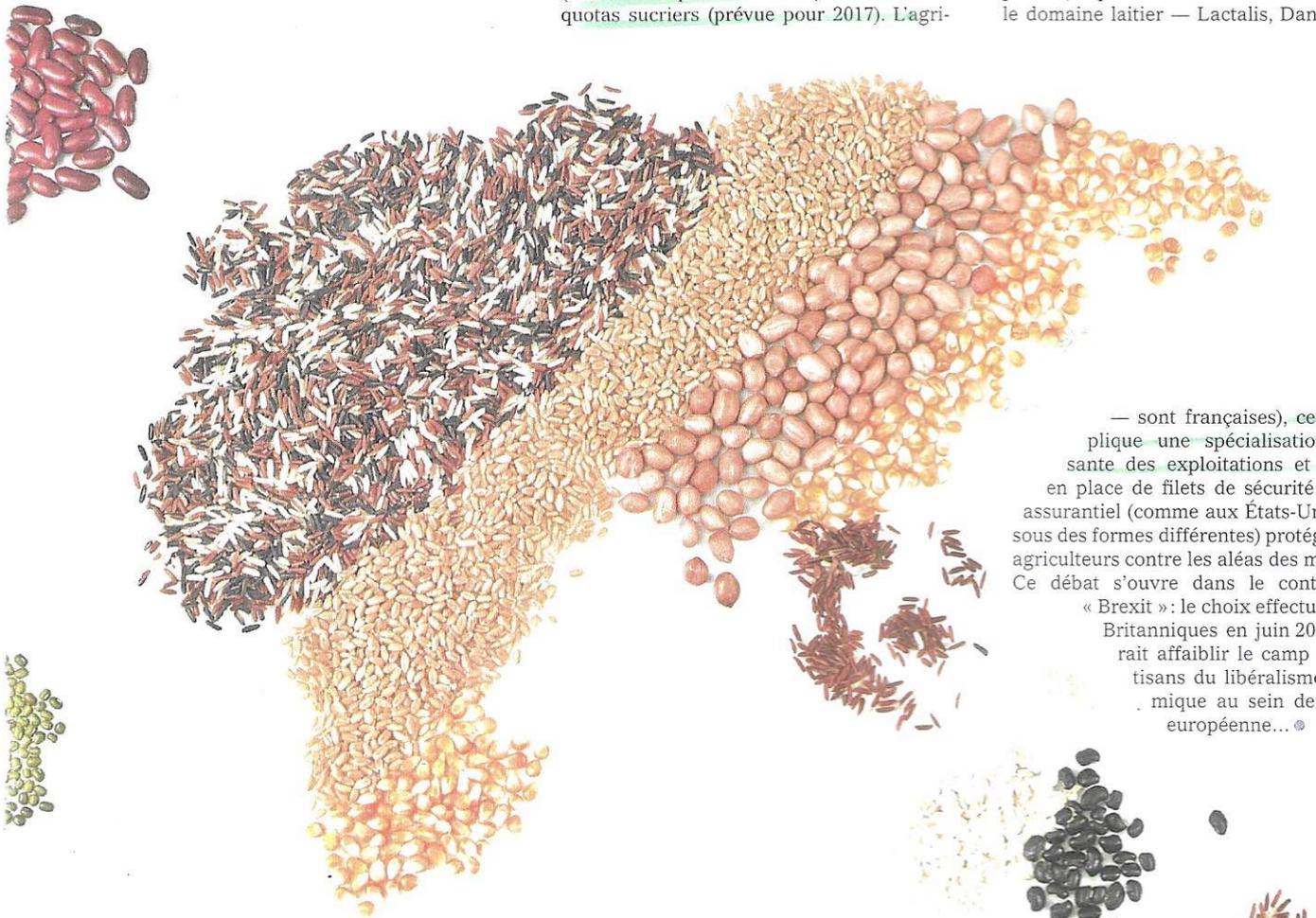
Un problème majeur de la réforme de 2014 s'explique par le fait qu'elle a été bâtie sur des perspectives de prix agricoles mondiaux durablement élevés, ce qui ne s'est pas vérifié alors que la disparition de l'intervention et des restitutions était confirmée ainsi que la suppression des quotas laitiers (effective depuis avril 2015) et celle des quotas sucriers (prévue pour 2017). L'agri-

avantage de protection des marchés? Faut-il revenir à un couplage des aides aux principales productions — les États-Unis l'ont fait partiellement depuis plusieurs années? Quels liens établir désormais entre l'Union européenne et les marchés mondiaux de produits agricoles?

Deux options s'opposent désormais, entre lesquelles des compromis sont à trouver:

1) Les marchés internationaux sont considérés comme de simples variables d'ajustement pour des excédents « accidentels »: l'Europe se replie sur une autosuffisance alimentaire, ce qui peut favoriser une diversification des exploitations et le maintien d'un plus grand nombre d'exploitations.

2) Les marchés internationaux sont considérés comme des objectifs majeurs et stratégiques pour les États et les opérateurs privés (les premières firmes mondiales dans le domaine laitier — Lactalis, Danone, etc.



— sont françaises), ce qui implique une spécialisation croissante des exploitations et la mise en place de filets de sécurité de type assurantiel (comme aux États-Unis, mais sous des formes différentes) protégeant les agriculteurs contre les aléas des marchés. Ce débat s'ouvre dans le contexte du « Brexit »: le choix effectué par les Britanniques en juin 2016 pourrait affaiblir le camp des partisans du libéralisme économique au sein de l'Union européenne... ●

productions. D'où la mise en place de mécanismes de contrôle de la production, tel, en 1984, celui des quotas laitiers.

Élaboré dans le contexte des négociations de l'*Uruguay Round*, l'objectif de la réforme de la PAC de 1992 fut de répondre davantage aux signaux des marchés. Les prix d'intervention (prix minimums garantis) ont été nettement abaissés et les restitutions (aides aux exportations) ont été progressivement réduites pour quasiment disparaître

culture européenne est ainsi devenue étroitement dépendante des cours mondiaux des principaux produits agricoles et de leurs aléas, dans un contexte où l'on est passé, en 2014-2015, d'un cycle haussier à un cycle baissier, avec en particulier de fortes baisses des prix du lait, de la viande porcine, des céréales...

Dans ces conditions, se pose la question des options à retenir pour la prochaine PAC, programmée pour 2020. Faut-il revenir à

5. Jean-Paul Charvet, *op. cit.*, 2012.



4

# Pour une agriculture durable : nourrir le monde, aujourd'hui et demain

Sylvie Brunel

DANS **VRAIMENT DURABLE** 2013/1 (N° 3), PAGES 71 À 81  
ÉDITIONS **VICTOIRES ÉDITIONS**

ISSN 2260-2895

ISBN 9782351132135

DOI 10.3917/vdur.003.0071

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://www.cairn.info/revue-vraiment-durable-2013-1-page-71.htm>



**CAIRN.INFO**  
MATIÈRES À RÉFLEXION



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.

Distribution électronique Cairn.info pour Victoires éditions.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

# Pour une agriculture durable : **nourrir le monde, aujourd'hui et demain**<sup>1</sup>

Sylvie Brunel Professeur des Universités, Paris IV-Sorbonne

## Résumé

---

Comment l'agriculture s'inscrit-elle dans une démarche de développement durable? Comment la Terre et les hommes cohabitent-ils et avec quel degré d'indépendance et d'ingérence? Comment est-on passé d'un environnement dominé par la nature à un espace agrégé par l'homme, qui entend désormais la dominer tout en continuant de creuser l'écart entre les populations des pays du Nord et du Sud, alors que les chiffres montrent que l'on pourrait nourrir l'ensemble de la planète? L'agriculture nourricière restera-t-elle un mythe? À ces questions et à de nombreuses autres, Sylvie Brunel, qui dirige le master professionnel « Mondialisation, développement durable et pays du Sud », apporte ses éclairages historiques, anthropologiques et environnementaux.

## Abstract

---

What part should agriculture play in a sustainable development strategy? How does humankind coexist with the planet earth, and to which degree of independence or interference? How have we evolved from an environment dominated by nature towards one organised by man in view of controlling it, while continuously widening the gap between populations of the North-South divide, whereas available data shows we could provide sufficient food for the entire planet? Will sustaining agriculture remain a legend? These and many other questions are addressed by Sylvie Brunel, in charge of the professional Master's degree « Globalisation, Sustainable development and the Global South », from her historical, anthropological and environmental viewpoint.

---

<sup>1</sup> Ce texte est celui de la Conférence inaugurale de Sylvie Brunel, « Comment nourrir le monde, aujourd'hui et demain, dans les meilleures conditions, économiques, sociales et environnementales? Pour une agriculture durable », prononcée à l'occasion des « 15<sup>e</sup> Rendez-vous de l'histoire » à Blois, le 19 octobre 2012.



Jean Delmarcy

Sylvie Brunel est aujourd'hui professeur des Universités en géographie à l'Université Paris IV-Sorbonne, directrice du master professionnel « Mondialisation, pays du Sud et développement durable ». Ancienne militante et présidente d'ONG au sein desquelles elle a travaillé pendant dix-sept ans, elle est l'une des premières à avoir analysé les dérives et la récupération de l'humanitaire. Devenue spécialiste du développement durable, elle s'attache aujourd'hui à démontrer comment ce concept est instrumentalisé

dans la coopération internationale et dans les stratégies d'acteurs, États, entreprises, ONG de l'environnement...

Également romancière et auteur de nombreux ouvrages, notamment sur les famines, le développement et la coopération, elle a récemment publié *Géographie amoureuse du monde – C'est grâce aux hommes que la terre est belle* (éditions Jean-Claude Lattès, 2011), *Géographie amoureuse du maïs* (Lattès, 2012), *Le développement durable* (PUF, Collection « Que sais-je ? », 5<sup>e</sup> édition, 2012). Elle a obtenu le prix Pégase 2009 (Cadre noir de Saumur) pour un roman consacré à l'amour du cheval, *Cavalcades et dérobadés* (Lattès, 2008).

Comment nourrir le monde, aujourd'hui et demain, dans les meilleures conditions, économiques, sociales et environnementales ? Il faut, pour tenter de répondre à cette ambitieuse question, retourner aux prémices de l'humanité et considérer l'évolution des hommes et de la Terre – au sens quasi « arable » du terme, nourricier en tous les cas. Il faut une synergie repensée entre territoires et populations, une « agriculture de précision », nous dit l'amoureuse du monde qu'est Sylvie Brunel.

Depuis qu'elle est apparue sur la Terre, l'humanité est passée de petits groupes humains, des chasseurs-cueilleurs extrêmement fractionnés, isolés et vulnérables, dans des immensités marquées par la violence du climat et de la nature, à des civilisations agraires, qui n'ont eu de cesse que de transformer leur environnement, de façon à le rendre propice à l'établissement humain.

Le processus a commencé il y a un peu plus de dix mille ans – une date incroyablement récente comparée à l'histoire de la Terre ! –, lors de cette période qu'on appelle le néolithique. Dans un contexte de réchauffement climatique, apparaissent les premiers systèmes de cultures et d'élevage, donc le choix et la sélection de plantes nourricières et la domestication d'animaux utiles.

De cinq millions de chasseurs-cueilleurs vivant de prédation dans un environnement naturel hostile, le nombre des hommes est alors centuplé : la capacité de l'espèce humaine à capitaliser les connaissances, à innover en fabriquant des outils, à conquérir de nouveaux espaces pour les mettre en valeur et les habiter est le fondement de la révolution agricole néolithique dont est issue l'humanité d'aujourd'hui.

Mais les quelque 500 millions d'hommes que compte la Terre il y a 5 000 ans parviendront tout juste à doubler leur nombre en cinq

millénaires : quand le pasteur Malthus écrit en 1798 son *Essai sur le principe de population*, l'humanité ne dépasse pas un milliard d'êtres humains. Il semble que toute forte croissance démographique débouche inéluctablement sur une crise de subsistance, en raison des plafonds techniques qui limitent l'agriculture.

L'humanité reste fondamentalement agraire, un adjectif qui rime avec précaire. Les paysans dégagent peu de surplus. La dépendance envers les caprices du climat est totale. Les crises de subsistance fréquentes. La guerre, la peste, la famine et la mort, les quatre cavaliers de l'Apocalypse gravés par Albrecht Dürer en 1497, restent maîtres des hommes et empêchent leur nombre de s'accroître. Le « malheur des temps », selon la formule de Jean Delumeau<sup>2</sup> multiplie les crises de subsistance. Chaque siècle compte plus de dix famines.

Pourtant, au XVIII<sup>e</sup> siècle, la donne change : le surpeuplement relatif de l'Europe, parce qu'il suscite des innovations agricoles décisives, est le point de départ de son décollage économique et de la domination qu'elle va exercer sur le monde pendant deux siècles :

- introduction des plantes fourragères<sup>\*</sup>, qui permettent de supprimer la jachère dans l'assolement triennal, et d'aliments antifa-
- mine à forte productivité, comme la pomme

<sup>2</sup> Jean Delumeau, historien français. Cf. *Les malheurs des temps – Histoire des fléaux et des calamités en France*, sous la direction de Jean Delumeau et Yves Lequin, éditions Larousse, collection « Mentalités, vécus et représentations », 1987.

\* ie destinées à l'alimentation animale

de terre ou le maïs (Parmentier est primé par l'académie de Bordeaux en 1784 pour son mémoire sur le maïs),

- adoption de nouvelles techniques dans la traction animale avec le collier d'épaules,
- invention de la machine à vapeur par James Watt en 1769.

La révolution agricole libère des surplus, de la main-d'œuvre et des capitaux pour fonder la révolution industrielle. Le frein malthusien est levé.

Les famines ne sont plus une question de disponibilité des denrées en Europe, mais d'accessibilité à ces denrées, dont certaines populations en situation d'oppression se voient délibérément privées, à un moment donné de leur histoire.

Même la dernière grande famine d'Europe que l'on peut considérer comme « naturelle », puisque son point de départ est une maladie de la pomme de terre, celle d'Irlande en 1843, est aussi une question d'accessibilité: en Irlande comme en Inde, l'administration britannique est partisane de ne pas intervenir, pour ne pas sauver artificiellement cette frange de population très pauvre qu'elle considère comme non viable économiquement: la famine est considérée comme un régulateur face aux *starving sections*<sup>3</sup>.

Une fois le frein malthusien levé avec la révolution agricole, les famines d'Europe deviennent donc essentiellement des famines politiques, liées à des guerres, des blocus, des sièges, ou à l'affamement délibéré de populations considérées comme rebelles ou simplement indésirables: Arméniens en 1915, Ukrainiens en 1932 (Holodomor), siège de Leningrad en 1943, ghettos juifs d'Europe centrale... Beaucoup de grandes

famines du XX<sup>e</sup> siècle peuvent être qualifiées de famines politiques, qu'il s'agisse de la cécité volontaire du Grand Bond en avant chinois en 1960, qui est la plus grande famine du XX<sup>e</sup> siècle avec plus de trente millions de morts dans les campagnes, de la déportation des Khmers à partir de 1975, de la conquête de Timor par l'Indonésie la même année... La liste est, hélas, interminable.

Dans les pays développés, le monde est pourtant entré dans l'abondance alimentaire grâce à la deuxième révolution agricole, qui métamorphose les campagnes européennes après la Seconde Guerre mondiale. Dans un continent affamé et dévasté par la guerre, les innovations s'appellent tout d'abord motorisation et mécanisation: près d'un siècle après la mutation de l'agriculture américaine, les braves chevaux des campagnes sont remplacés par des tracteurs. Corollaire de cette mutation, la taille des exploitations agricoles s'agrandit avec le remembrement, qui modifie le visage de la France, particulièrement dans les grandes plaines céréalières. Parallèlement, le monde paysan s'organise: le syndicalisme agraire et la naissance des coopératives permettent à ceux qu'on appelle désormais des agriculteurs de faire entendre leur voix. Un paysan seul est, partout dans le monde, un paysan isolé et spolié.

Pour produire plus, il lui faut être soutenu: l'agriculture est le secteur économique qui demande des investissements considérables pour une valeur unitaire faible, puisque c'est la condition de l'accessibilité de la nourriture aux urbains. Il faut rémunérer correctement les agriculteurs tout en rendant la nourriture sûre, saine et abordable aux urbains: la politique agricole commune, au début des années 1960, permet de bâtir une Europe

<sup>3</sup> L'expression désigne des peuples ou des classes que leur comportement nataliste et leur imprévoyance exposerait aux famines et qu'il serait « inutile » de secourir puisque la mort par faim est considérée comme un « correctif » naturel inévitable.

forte et de soutenir l'expansion économique des Trente Glorieuses. L'alimentation a cessé d'être un problème.

La révolution agricole est aussi et d'abord une révolution agronomique, avec la diffusion de variétés à haut rendement: l'introduction, dans le cadre du plan Marshall, des hybrides de maïs, importés des États-Unis puis européanisés, font passer en France les rendements de 2,5 tonnes à l'hectare à 10 tonnes aujourd'hui. Les plantes que nous consommons à l'heure actuelle n'ont plus grand-chose à voir tant elles ont été améliorées: la révolution agricole est une révolution des semences.

Cette révolution agronomique se diffuse dans les pays pauvres, qui subissent encore, eux, de terribles crises de subsistance, sous le nom de Révolution verte. Là aussi, les variétés à haut rendement bouleversent les campagnes et lèvent le frein malthusien.

Cette révolution verte est d'abord celle de l'irrigation: de 1950 à aujourd'hui, elle passe de 55 à 275 millions d'hectares irrigués, ce qui permet de tripler la production agricole tout en limitant l'accroissement des surfaces consacrées à l'agriculture. Les terres irriguées aujourd'hui ne représentent que 17 % des terres cultivées, mais elles fournissent 40 % de la production mondiale, atout essentiel en ces temps de changement climatique. C'est ainsi que l'Inde a vaincu les famines et est devenue un grand exportateur de produits agricoles: la révolution agricole y a d'abord été une révolution des puits. Dans le même laps de temps, si la population était multipliée par deux, les récoltes l'étaient par trois sur la même superficie agricole (un peu plus de 100 millions d'hectares): dès 1975, non seulement l'Inde est autosuffisante, mais elle exporte des denrées agricoles.

Mais l'exemple de l'Inde illustre à merveille les limites de ces grandes victoires agricoles. Le défi alimentaire persiste, et il est autant social qu'environnemental:

- salinisation des terres, irriguées mais mal drainées, pollution des sols;
- puits de plus en plus profonds pour atteindre des nappes phréatiques trop sollicitées;
- persistance d'une malnutrition très importante liée essentiellement à la pauvreté, en ville comme à la campagne...

L'Inde réussit le paradoxe d'être le pays où les greniers sont les plus pleins et les ventres les plus creux.

Or, et le dernier rapport de la FAO<sup>4</sup> nous le rappelle, la sécurité alimentaire existe quand toutes les personnes ont, en tout temps, économiquement, socialement et physiquement, accès à une alimentation sûre, suffisante et nutritive, qui satisfait leurs besoins nutritionnels pour leur permettre de mener une vie active et saine. Chaque terme de cette définition est important par tout ce qu'il englobe.

Même si la quantité de nourriture produite dans le monde est largement suffisante pour nourrir l'humanité, une personne sur huit souffre toujours de la faim aujourd'hui. Le monde compte environ 850 millions de mal-nourris. Certes, en 1970, ils étaient un milliard et représentaient le tiers de la population mondiale. Mais le milieu des années 2000 a vu s'interrompre les progrès, si nets au milieu des années 1990, que le sommet de la FAO à Rome en 1996 prévoyait de faire passer les mal-nourris de 800 à 400 millions de personnes d'ici à 2015, un objectif qui a été rappelé en 2000 dans les OMD.

La persistance de la faim dans les campagnes pauvres est la principale raison de

<sup>4</sup> L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde – La croissance économique est nécessaire mais elle n'est pas suffisante pour accélérer la réduction de la faim et de la malnutrition, FAO, Rome, octobre 2012.

cet état de fait. Les bataillons de la faim se trouvent principalement en Afrique et en Asie: à eux seuls, ils rassemblent 80 % des mal-nourris, même si le dernier rapport de la FAO montre que leur nombre a recommencé à diminuer. Cela veut dire que beaucoup de paysans ne se nourrissent pas, sans même parler de nourrir le monde !

À cela s'ajoute le fait qu'il existe des régions structurellement déficitaires, à nos portes même, comme le Maghreb (2 % de la population, mais 20 % des importations alimentaires mondiales) ou le Proche et le Moyen-Orient. L'Afrique elle-même n'a pas d'influence dans les exportations de produits agricoles mondiaux, alors qu'elle compte 450 millions de paysans. Elle nourrit ses villes grâce à des produits importés.

La faim chronique, ce sont ainsi, aux deux tiers, des ruraux pauvres. Les rendements agricoles ne dépassent pas une tonne à l'hectare dans les systèmes cultureux traditionnels. Ce qui veut dire un écart de productivité de 4 à 2000 avec les systèmes cultureux modernes; une famille africaine va défricher 4 hectares à 1 tonne par hectare, un agriculteur français 200 hectares à 10 tonnes à l'hectare ! Comment s'étonner alors que les paysans pauvres du Sud aient la tentation des narcotrafics qui, au moins, se vendent cher ! Ou bien que, trop pauvres et trop endettés pour s'en sortir, ils quittent en masse les campagnes pour venir grossir des villes qui s'accroissent chaque année de cinquante millions de personnes, donnant naissance à la planète des bidonvilles, selon la loi dite du doublement: dans les pays pauvres, quand la population s'accroît d'un facteur 2, les villes s'accroissent d'un facteur 4 t.

Or les villes du Sud sont des villes en situation de dépendance alimentaire forte vis-à-vis de produits importés, nous l'avons bien

vu lors des émeutes de la faim de 2007-2008: quand vous consacrez 80 % de votre revenu à l'achat de nourriture, toute flambée des prix est un drame et l'occasion d'une révolte. D'autant qu'après une longue période de baisse relative des prix liée à l'abondance agricole, nous sommes entrés, depuis le début des années 2000, dans une ère de forte volatilité des cours des matières premières, qui est une catastrophe autant pour les pays pauvres que pour les producteurs.

Les marchés et les fonds spéculatifs se sont emparés des commodités, tandis que les États démantelaient les stocks régulateurs. Le G20 agricole a rappelé la nécessité de mettre en place une gouvernance mondiale de l'agriculture.

À cela s'ajoute l'entrée dans une ère d'incertitudes climatiques plus fortes que par le passé: si moins de 10 % des récoltes sont échangées sur les marchés mondiaux, ces 10 % jouent un rôle essentiel sur les prix, car le monde compte très peu de grands exportateurs de céréales: la perte de près de 100 millions de tonnes de maïs cet été aux États-Unis en raison d'une sécheresse particulièrement intense, que l'on a ressentie d'ailleurs aussi dans les Balkans et en Russie, risque de provoquer cet hiver de nouvelles émeutes de la faim.

Ces questions sont d'autant plus essentielles que le monde, passé de 2,5 milliards d'hommes en 1950 à sept milliards aujourd'hui, continue de s'accroître. Et il faudra d'ici à quarante ans nourrir neuf milliards d'hommes, dont les deux tiers ne produiront pas de nourriture car ils résideront en ville, mais voudront faire trois repas par jour, de produits faciles d'emploi, de qualité et peu chers.

Et ces hommes et ces femmes des villes voudront des aliments diversifiés, où le beurre,

le lait, le fromage, la viande occuperont une place importante, car ils sont à la fois très appréciés et gage de bonne santé : une grande partie de la malnutrition dans les campagnes pauvres est liée à la monotonie et à la faible diversification du régime alimentaire, source de carences et de retards de croissance. La montée de l'obésité chez les pauvres est le symptôme du rattrapage alimentaire après des millénaires de privation, qui les pousse vers des aliments appétents, c'est-à-dire gras et sucrés, qui sont aussi les plus faciles et les moins chers à produire.

À cela s'ajoute la montée des utilisations non alimentaires de l'agriculture, et notamment celle des biocarburants. Mais il faut savoir qu'une part importante des terres était également hier destinée à fournir de l'énergie, en nourrissant les chevaux et les bœufs qui tractaient l'araire, et que lorsque l'on fabrique du Diester<sup>5</sup>, le sous-produit de la transformation opérée fournit des protéines végétales extrêmement utiles dans l'alimentation animale, ce qui permet de réduire la dépendance extrême de notre pays en la matière.

Mais cette réorientation s'observe de façon très nette avec la montée de l'éthanol de maïs aux États-Unis, un pays accusé hier de tuer les agriculteurs du Sud en inondant le monde de son maïs, aujourd'hui de tuer les citadins du Sud en utilisant ce même maïs sur le plan interne pour produire une énergie verte, dont l'utilité était pourtant incontestée, même par les mouvements écologistes, dans les années 1990...

Au bilan, c'est un défi colossal qui attend le monde, puisqu'il faudra accroître de 70 % la production agricole d'ici quarante ans, tout

en perdant chaque année 13 millions d'hectares de bonnes terres arables en raison de l'extension des villes, et alors même que le climat est en train de changer rapidement. Et ce défi sera particulièrement aigu en Afrique, dont la population devrait doubler d'ici à 2050 car la transition démographique vient de commencer.

Ces tensions sur la sécurité alimentaire expliquent que la Terre soit devenue un bien stratégique, avec la montée de ce qu'on appelle le « land grabbing »<sup>6</sup>, particulièrement en Afrique, qui détient près de la moitié des terres cultivables encore non utilisées dans le monde. L'appétit de terres de la Chine a conduit certains à la qualifier de « vampire du milieu ». Mais, si l'Afrique est si vulnérable à cette ruée sur les terres agricoles, c'est parce que ces systèmes agricoles fondés sur le brûlis, parfaitement adaptés à des faibles densités de population, consomment beaucoup d'espace, au détriment souvent des forêts. Ainsi la forêt a disparu dans le sud de la Côte d'Ivoire dans les années 1970.

L'Afrique est aujourd'hui à l'aube de sa propre révolution agricole, qui nécessite d'abord et avant tout de moderniser les filières agricoles (collecte, transport, stockage, transformation, distribution).

Mais les choses ne sont pas si faciles car une nouvelle donne est venue modifier l'appréhension des questions agricoles. Ce sont toutes les préoccupations relatives au développement durable, et particulièrement au changement climatique. Elles sont apparues de façon particulièrement forte lors du deuxième Sommet de la Terre, à Rio de Janeiro, en juin 1992, qui a institutionnalisé le développement durable comme

<sup>5</sup> Diester : biocarburant issu de l'agriculture française, élaboré à partir du colza et du tournesol.

<sup>6</sup> Le « land grabbing » ou « accaparement des terres » consiste, pour les pays riches, à acquérir ou louer (sur une durée minimale de trente ans) de grandes étendues de terres agricoles dans les pays en voie de développement.

fondement des politiques internationales en adoptant l'Agenda 21, ainsi que trois conventions relatives à la désertification, à la biodiversité, et donc au changement climatique, ainsi qu'une déclaration sur les forêts<sup>7</sup>. Tous les pays signataires se sont engagés à adopter une stratégie nationale de développement durable avant 1995. Ce qui veut dire que toutes les stratégies de gestion des territoires visant à atténuer le changement climatique (donc agir sur ses causes en captant les gaz à effet de serre et en décarbonant l'économie), mais aussi les stratégies dites d'adaptation (qui visent à agir sur les conséquences en rendant les territoires plus résilients) doivent être privilégiées.

La fin de la guerre froide, qui a donc suscité l'émergence de nouvelles préoccupations relatives aux externalités négatives de la course à la croissance économique, désormais perçue comme prédatrice à la fois d'énergie fossile et de territoires, mais aussi polluante et destructrice, dans un espace mondial désormais ouvert, a mis au premier plan la question de la préservation de la biodiversité, avec une influence très forte des grandes ONG environnementales.

La conséquence, c'est la multiplication des parcs naturels et des aires protégées, passés de 2 millions de kilomètres carrés en 1950 à près de 20 millions aujourd'hui. La conférence de Nagoya (Japon)<sup>8</sup>, en 2010, s'est terminée sur l'engagement de les porter d'un peu moins de 13 % des superficies émergées aujourd'hui à 17 % d'ici à 2020. Tout se passe en effet comme si la perception de la préservation de la biodiversité se résumait à la question de la protection des forêts et des territoires sans hommes.

L'ampleur des crédits alloués à l'environnement se fait souvent au détriment des autres secteurs du développement durable, et on observe, en Afrique notamment, une tendance à évincer les hommes des territoires considérés comme naturels, dont ils sont souvent pourtant à l'origine, par une sélection des arbres utiles et une utilisation raisonnée du bétail. Le géographe Paul Pélissier parlait de savanes-parcs. Certes, les projets de conservation communautaire, en Namibie par exemple, sont privilégiés par certaines structures, mais d'autres s'inscrivent délibérément dans une vision très hostile à ce qu'elles qualifient de prolifération humaine.

Au Nord, le même phénomène s'observe : l'agriculture moderne est perçue, particulièrement par les néoruraux, comme gênante et polluante, et on observe de plus en plus, dans le péri-urbain notamment, des problèmes de cohabitation conflictuelle, liés à l'utilisation des produits de traitement, à tout ce qui est perçu comme des nuisances, au retour aussi des grands prédateurs, protégés par l'Union européenne.

Aujourd'hui, la nourriture est devenue l'objet d'accusations très agressives. Tout se passe comme si les urbains avaient oublié ce qu'était la peur de manquer, la nourriture chère, peu variée et de mauvaise qualité. Comme si la question de la disponibilité et de l'accessibilité de l'alimentation était résolue une fois pour toutes. Les attaques se concentrent notamment contre l'agriculture dite productiviste, dont les externalités négatives sont désormais perçues comme inacceptables. La question des algues vertes symbolise parfaitement ce divorce entre urbains et agriculteurs, à qui on fait

<sup>7</sup> Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement – Principes de gestion des forêts, Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement, Rio de Janeiro (Brésil), 3-14 juin 1992.

<sup>8</sup> Conférence des Nations unies sur la diversité biologique, Nagoya (Japon), 18 au 29 octobre 2010.

porter le chapeau une fois pour toutes de tout un ensemble de dysfonctionnements environnementaux.

Pour résumer, on peut dire que les solutions d'hier sont devenues les problèmes d'aujourd'hui. L'industrialisation de l'agriculture, les économies d'échelle, bref, tout ce qu'on a inventé pour faire face à l'explosion démographique et nourrir à bas prix des villes géantes, est aujourd'hui remis en question au nom de la priorité désormais accordée aux questions d'environnement.

Pour moi qui travaille dans les pays en développement, et notamment en Afrique, cette question est essentielle car il y a un fossé entre nos préoccupations et celles des pays du Sud, où la question de la disponibilité et de l'accessibilité de la nourriture reste entière.

Qu'il s'agisse des innombrables ravageurs, d'un stockage déficient, un tiers des récoltes en moyenne est perdu dans les pays du Sud, parfois bien plus. Et pour un paysan, perdre sa récolte, c'est souffrir de la faim, ne pas pouvoir payer ses dettes, devoir quitter sa terre.

Faut-il penser que la suralimentation et le gaspillage au Nord ont pour corollaires inévitables la sous-alimentation et les pénuries au Sud ? Beaucoup ont la tentation de lier ces deux phénomènes, d'y voir un lien de cause à effet.

Personnellement, je ne partage pas ce point de vue. Le développement des agricultures du Nord ne s'est pas fait au détriment de celles du Sud. Certes, au début des années 1990, dans un contexte de surproduction au Nord, les exportations agricoles sub-

ventionnées et à bas prix des pays riches ont pénalisé les paysans du Sud, mais cela n'a été possible que parce que les gouvernements du Sud négligeaient leur propre secteur agricole, ne lui accordaient pas un centime, préférant nourrir les villes à bas prix avec des produits importés. Il est facile d'accuser FMI et Banque mondiale, mais partout où les gouvernements ont voulu miser sur leur agriculture, soutenir leurs producteurs, protéger leurs productions, personne ne les en a empêchés et ils ont obtenu des résultats rapides.

La souveraineté alimentaire, c'est le choix de développer sa propre agriculture. Nombreux sont les pays qui l'ont fait avec succès : Vietnam, Corée du Sud, Malawi, Burkina, pays d'Amérique latine...

Elle passe, cette souveraineté alimentaire, par les échanges, parce que personne ne produit sur place tout ce dont il a besoin pour se nourrir, à commencer par nous avec les produits tropicaux, café, thé, chocolat... Mais pour que l'échange soit loyal, il faut des paysanneries solides, soutenues.

Alors, est-ce que le problème est insoluble ? Est-ce que nous allons forcément vers une crise alimentaire mondiale généralisée ?

Le Sommet Rio+20<sup>9</sup> n'a produit qu'une énumération exhaustive de recommandations souhaitables dans le domaine agricole, tellement exhaustive et tellement éloignée de ce qui se passe en réalité dans les campagnes pauvres qu'elle s'apparente plus en réalité à un catalogue de vœux pieux qu'à un programme d'action.

Pourtant, je vois personnellement de nombreuses raisons d'être confiants.

<sup>9</sup> Conférence des Nations unies sur le développement durable qui s'est tenue à Rio de Janeiro (Brésil), du 20 au 22 juin 2012, dite « Rio+20 ».

D'abord Malthus s'est trompé, il n'avait pas appréhendé la question du progrès technique, qui remet en question les notions de surpeuplement et de capacité de charge des terres, dont les géographes savent bien qu'elles sont parfaitement relatives, mais il n'avait pas non plus pu prendre en compte la transition démographique, qui nous conduit à poser la question de la durabilité d'une humanité qui ne dépassera probablement jamais dix milliards d'hommes, de plus en plus vieux, de plus en plus riches, puisqu'il existe, malgré de très fortes inégalités internes, une convergence mondiale des IDH<sup>10</sup> : les pauvres sont moins pauvres qu'hier... Même si les riches sont encore plus riches.

Ensuite, il existe des réserves de terres considérables, particulièrement en Amérique latine et en Afrique. Mais aussi des réserves d'accroissement des rendements immenses. Au-delà de la nécessaire lutte contre le gaspillage et les pertes, la révolution agronomique n'a pas dit son dernier mot, et la plupart des pays pauvres misent aujourd'hui sur le génie génétique pour gagner du temps dans la sélection variétale, lutter contre les ravageurs, garantir les récoltes. Je ne veux pas développer maintenant, car il faudrait beaucoup de temps et sur cette question des OGM, nous manquons en Europe de sérénité.

Que faut-il pour éradiquer la faim ? Cinq P essentiels. La Paix, car le premier facteur d'insécurité alimentaire vient des guerres et des troubles politiques. La Pluie, car aucune plante ne peut pousser sans eau. Ou les Puits, c'est-à-dire l'irrigation, si la pluie manque ou se révèle irrégulière, ce qui sera de plus en plus le cas dans un contexte de changement climatique. Mais il faut aussi les Prix, car aucun paysan ne peut travailler

et investir sans la perspective d'une rémunération équitable de son travail. Et cette perspective passe par de bonnes Politiques. Je pourrais ajouter deux autres P : la Protection, car l'agriculture est un secteur qui ne peut être livré à une concurrence mondiale sauvage, et la Propriété, car personne ne peut investir sur une terre qui ne lui appartient pas. La sécurisation foncière des paysans est donc essentielle.

Pour autant, il ne faut pas négliger les attentes sociétales, notamment dans le domaine environnemental. Toutes les agricultures doivent désormais relever le défi des cinq F :

- nourrir le monde (Food);
- nourrir les animaux (Feed) pour répondre aux attentes gustatives et à l'élévation du niveau de vie des classes moyennes du monde entier (un tiers de l'humanité a changé de statut en une génération);
- répondre aux besoins de l'habillement, du textile et de la chimie verte (Fiber);
- fournir de l'énergie renouvelable qui n'émet pas de CO<sub>2</sub> (Fuel);
- mais aussi préserver la biodiversité, tout en fabriquant une biodiversité qui ait le mérite d'être nourricière (Forest).

Or, non seulement l'agriculture a les moyens de relever les défis du développement durable, mais elle a aussi les solutions pour entretenir les paysages, capter le CO<sub>2</sub>, verdir la chimie, fournir de l'énergie, mais aussi et surtout répondre aux défis alimentaires.

Car il ne faut jamais oublier que le premier impératif de l'humanité reste avant tout la sécurité alimentaire pour tous, c'est-à-dire garantir partout l'accessibilité, la diversité, la sécurité, la régularité et la qualité des aliments.

<sup>10</sup> L'IDH (indice de développement humain) est un indice statistique permettant d'évaluer le niveau de développement humain dans le monde, à partir de trois principaux critères : l'espérance de vie, le niveau d'éducation, le niveau de vie.

Et pour cette raison, il ne faut pas stigmatiser l'élevage, qui certes occupe directement ou indirectement deux tiers des terres agricoles dans le monde, mais fait vivre deux milliards d'hommes, donne à la nourriture sa dimension sanitaire, culturelle et gastronomique, tout en permettant de valoriser des territoires souvent peu productifs, en captant autant de CO<sub>2</sub> que les forêts et en produisant une biodiversité incomparable. Les prairies sont à la fois des paysages, des épuratrices, et une valorisation optimale des terres peu favorables à la culture céréalière ou à des systèmes intensifs.

Il est tout aussi important d'accompagner les paysans – qui en France occupent près de 60 % du territoire ! – dans la mutation actuelle des campagnes, au lieu d'en faire les boucs émissaires de toutes nos peurs, de les rejeter en les accusant d'être des pollueurs ou des empoisonneurs. Peu de professions ont dû accepter autant de changements en si peu de temps : après la révolution économique et agronomique, ils doivent maintenant s'engager dans une révolution écologique, c'est-à-dire produire autant, sinon plus, avec moins – moins d'intrants, moins d'eau, et souvent moins de soutiens financiers et sociétaux, dans un contexte de variabilité climatique et de volatilité des prix.

Le monde paysan a droit à tous nos égards, tout notre soutien, car il est en train d'effectuer cette mutation, qui demande une fois de plus des investissements considérables. Replanter les haies et protéger les bandes enherbées, gérer au mieux l'irrigation, contrôler les pulvérisateurs, obtenir

un certificat d'homologation pour l'usage des produits de traitement... La liste des changements en cours dans les campagnes fait de nos agriculteurs les pionniers d'une nouvelle agriculture.

Et justement, pour répondre aux défis de demain, toutes les agricultures sont nécessaires. Car il n'existe pas de solution miracle pour nourrir le monde, mais la nécessité d'une mise en valeur fine des territoires :

- grandes cultures et agroforesterie ;
- circuits courts, mais aussi échanges internationaux ;
- agriculture biologique, mais aussi une agriculture conventionnelle en mutation constante.

La nécessité, c'est d'accompagner et de soutenir les changements en cours pour parvenir à une agriculture durable :

- celle qui permet d'enrichir les territoires et les populations ;
- d'assurer la pérennité et la transmissibilité des exploitations agricoles ;
- tout en entretenant les paysages et la qualité de vie.

Partout, ce qu'il faut aujourd'hui, c'est une agriculture de précision (mes amis Michel Griffon et Marie-Hélène Aubert<sup>11</sup> diraient « écologiquement intensives »).

Car si la terre est habitable et accueillante, c'est qu'elle a été façonnée par l'homme, qui l'a transformée en un immense agrosystème. Respecter ceux qui le fabriquent et l'entretiennent est la première condition pour la mise en place d'une agriculture durable, qui nous nourrisse au mieux en entretenant ces paysages, cette planète, auxquels nous sommes si attachés, de plus en plus attachés.

<sup>11</sup> Michel Griffon est le directeur général adjoint de l'Agence nationale de la recherche et le président du conseil scientifique du Fonds français pour l'environnement mondial ; Marie-Hélène Aubert est l'actuelle conseillère pour les négociations internationales Climat et Environnement auprès du président de la République (voir page 47 de ce numéro).